

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'avenir d'EDF mérite mieux que votre indifférence !

Monsieur le Président de la République,

Vous avez nommé à la fin 2014 un nouveau Président d'EDF pour être celui de la transition énergétique. Cette transition, menée par le Ministère de l'Énergie, qui implique la fermeture anticipée de la centrale de FESSENHEIM et une décroissance de la part du nucléaire, vous le savez, est rejetée par la grande majorité des agents d'EDF, qui ne comprend pas ces postures purement idéologiques.

Début 2015, on rajoute une nouvelle contrainte ! Face aux difficultés d'AREVA, le Ministère des Finances a imposé à EDF, qui a malheureusement cédé, de reprendre AREVA NP pour une seule raison : minimiser la recapitalisation de l'État. Les conséquences pour EDF sont lourdes, notamment parce qu'EDF se retrouve à devoir consolider intégralement le projet de construction de deux EPR en Grande-Bretagne. Près d'un an après ces problèmes, vous pouvez mesurer les conséquences de ce choix : la situation d'EDF s'est fortement dégradée, ce qui s'est traduit par une sortie d'EDF du CAC 40, sans qu'AREVA ne soit pour autant sauvée.

Piètre résultat d'une politique aussi petit-bras !

D'une façon générale, nous constatons que l'État dans ses différentes composantes, les autorités de régulation et la Commission Européenne rivalisent pour mettre en difficulté EDF. Beaucoup ont peine à considérer que ce ne sont là que de simples coïncidences.

Il est vrai que la voix d'EDF n'est plus entendue et qu'on assiste à un véritable jeu de massacre !

Nous avons, à la fois, un État qui exige des dividendes élevés au mépris de la santé de l'entreprise, un État qui refuse de respecter les engagements tarifaires, un État qui exige qu'on développe à la fois les renouvelables tout en refondant la filière nucléaire. Sans compter la récente décision sur le coût de Cigéo annoncée par le Ministère de l'Énergie quelques jours avant la clôture des comptes alors qu'il s'agissait d'un dossier ancien. La forme rejoint ainsi le fond et montre le peu de considération envers EDF et ses salariés.

**L'ÉTAT,
LES AUTORITÉS DE
RÉGULATION
ET LA COMMISSION
EUROPÉENNE RIVALISENT
DANS UN VÉRITABLE
JEU DE MASSACRE**

**LETTRE OUVERTE
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

L'avenir d'EDF mérite mieux que votre indifférence !

Chacun y va maintenant de sa partition. Le Président de la CRE impose le changement de nom d'ERDF alors qu'il avait accepté le changement de logo il y a six mois, l'Autorité de Sûreté Nucléaire, qui a un rôle essentiel à jouer, en « rajoute » en permanence.

**“ Il serait temps
de mettre en pratique
votre slogan de campagne.
Le temps des paroles
est révolu.**

Quant à la Commission Européenne, elle vient de lancer une mise en demeure pour contester l'attribution des concessions hydroélectriques à EDF depuis 1999. On croit rêver !

Pendant ce temps, EDF perd des parts de marché, aidé en cela par le fait que la plupart de nos concurrents n'appliquent pas le statut des industries électriques et gazières, ce dumping social se pratiquant en violation de la loi avec l'accord de votre Gouvernement. Là encore, on aurait pu espérer mieux !

Quant à EDF, les projets à sa main ne sont pas de nature à rassurer les salariés, bien au contraire. Le projet britannique HINKLEY POINT fait courir, dans l'état actuel des choses, un risque très grave à l'entreprise. Quant à la perspective de fixation d'un prix du CO² à 30 euros la tonne au seul niveau français, elle aboutit à la fermeture de centrales thermiques françaises pour importer de l'électricité allemande... Issue de leurs centrales thermiques. Inutile évidemment de dire, enfin, combien les personnels condamnent par avance toute cession de RTE, dont on sait qu'elle est actuellement dans les cartons.

Et évidemment, la réponse du Gouvernement aux difficultés d'EDF a été toute trouvée. Nier au mépris de la réalité sa responsabilité écrasante et reporter sur les seuls salariés les efforts avec l'annonce de la suppression de 4000 emplois ! Le patronat n'aurait pas fait mieux... .

Monsieur le Président de la République, vous l'avez compris, la situation dans laquelle vous avez mis EDF ne peut plus durer. L'entreprise est au bord de la rupture, et ceci quelque soit le niveau hiérarchique des agents !

20 JANVIER 2016

Lettre
ouverte

**LETTRE OUVERTE
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

L'avenir d'EDF mérite mieux que votre indifférence !

Nous ne pouvons croire que vous ayez décidé de faire une croix sur cette belle entreprise de Service Public qui reste largement plébiscitée par les Français et que votre quinquennat se traduise par la fin programmée d'EDF. C'est pour cela que nous utilisons la voie de cette lettre ouverte, faute d'être entendus jusqu'à présent.

Il serait temps de mettre en pratique votre slogan de campagne : le temps des paroles est révolu, seuls les actes comptent, le changement ça doit être maintenant. Après, il sera trop tard, une fois de plus ce sont les salariés qui paieront l'addition, mais également nos concitoyens.

Pour FO Énergie et mines, le message est on ne peut plus clair : il est hors de question de voir le Service public de l'énergie détruit de la sorte sans réagir. Je vous invite à venir voir sur le terrain ces femmes et ces hommes qui œuvrent pour nos entreprises et à vous rendre compte du travail qui est le leur au quotidien. Prendre des décisions sur la base d'un dossier est une chose, mais les vivre et les subir en est une autre.

Dans l'attente d'une réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de la poursuite de nos efforts en faveur de la défense du Service Public Républicain.

*Suppression
de 4000 emplois !
Le patronat
n'aurait pas fait mieux...*

Vincent HERNANDEZ
Le Secrétaire Général FO Énergie et Mines